
Points clés

- Dans une guerre hybride, la dichotomie entre la composante militaire et les autres leviers « hybrides » ne garantit pas que le succès militaire se traduise en victoire finale.
 - Compte tenu du développement des méthodes hybrides, la Russie doit proposer à l'ONU une redéfinition de la guerre.
 - La réflexion sur la guerre hybride en Russie reste avant tout guidée par la prévention des « révolutions de couleur » sur son propre territoire.
-

Concept de « guerre hybride »

L'expert militaire A. Charkovsky introduit le terme de « guerres alternatives » comme composante militaire des guerres hybrides. Le succès militaire d'une guerre alternative se traduit rarement par une victoire finale : le recours à d'autres leviers hybrides (diplomatique, idéologique, économique, politique, action des services spéciaux) change la donne. Ainsi, les succès militaires des combattants du Donbass ont été réduits au minimum par les pressions diplomatiques occidentales et les sanctions. Une fois ces autres leviers actionnés, le combat n'est pas mené jusqu'à la victoire au sens clausewitzien et le conflit se transforme en crise durable avec des retours sporadiques à la violence. **L'inscription dans la durée est donc l'une des caractéristiques principales des guerres hybrides : une confrontation longue mène à la formation de quasi-États et une situation de quasi-indépendance à laquelle les élites et la population s'habituent.** Il est impossible de mettre fin à la guerre hybride par des moyens purement militaires (*Nezavisimoe voennoe obozrenie*, 19 février 2016).

Le général M. Gareïev, président de l'Académie des sciences militaires, estime que l'expansion politique, militaire et économique de l'Occident représente une menace pour la Russie. Ne pouvant mener une guerre contre la Russie au risque d'un conflit nucléaire, les États-Unis et leurs alliés ont recours aux « révolutions de couleur » et au déclenchement de guerres locales comme en ex-Yougoslavie. **Afin de répondre aux méthodes d'affrontement non-militaires, la Russie doit proposer à l'ONU une redéfinition de la guerre.** En outre, la Russie doit compenser sa faiblesse économique en développant des outils de défense asymétriques (*Voïenno-Promyshlennyï Kurier*, 24 février 2016).

V. Mikrioukov, membre de l'Académie des sciences militaires, alerte sur la menace du *soft power* et des « révolutions de couleur », synonymes de chaos. **La Russie doit élaborer son propre modèle de lutte contre les « révolutions de couleur », sur son territoire national, celui de la CEI ou dans les régions dans lesquelles elle a des intérêts.** L'auteur préconise un certain nombre de moyens de lutte contre les révolutions de couleur : 1) utilisation des mêmes méthodes/technologies que celles de l'adversaire 2) interception des flux financiers utilisés par les organisations « révolutionnaires » 3) canalisation de l'énergie des jeunes via des associations 4) prévention des séparatismes régionaux (Caucase, Sibérie, Extrême-Orient) (*Voïenno-Promyshlennyï Kurier*, 24 février 2016).

Lors de la réunion annuelle de l'Académie des sciences militaires, le chef de l'État-major, le général V. Guerassimov, a **présenté les méthodes hybrides comme la seule réponse possible aux « révolutions de couleur »**. Le système de défense du territoire russe doit être amélioré pour parer une éventuelle attaque menée par des sociétés militaires privées étrangères, des groupes de sabotage ou des organisations terroristes. V. Guerassimov juge capitale la maîtrise de l'information, et en particulier la lutte contre la propagande visant la conscience nationale, notamment chez les jeunes (*Novosti VPK*, 10 mars 2016). A. Manoïlo, de l'Académie des sciences militaires, affirme que les citoyens appartenant à des réseaux qui mènent des actions de protestation doivent être considérés comme des combattants des guerres hybrides et donc des saboteurs. Il préconise **une nouvelle approche russe du concept de *soft power*** qui, dans sa forme actuelle, s'inspire trop du concept occidental. Un groupe de travail interministériel devrait être

Points clés

- Malgré les progrès affichés lors de l'intervention en Syrie, le niveau technique des forces aériennes russes reste comparable à celui des forces américaines à l'époque de l'opération « Tempête du désert ».
 - La Russie n'a pas de mécanisme d'analyse et de sélection pour le développement de ses systèmes d'armements : cela conduit à la dispersion des moyens entre des types d'armes concurrents.
 - Plusieurs experts jugent les capacités de défense russe insuffisantes et préconisent des mesures allant de l'augmentation des dépenses et des effectifs militaires à la renationalisation des secteurs et l'abandon des principes économiques libéraux.
-

chargé de son élaboration (*Kommersant*, 1^{er} mars 2016).

Armées : capacités et modernisation

Pour R. Poukhov, directeur du Centre d'analyse des stratégies et des technologies (CAST), l'intervention militaire russe en Syrie témoigne d'un niveau très élevé d'organisation et de gestion opérationnelle des forces aériennes. Cependant, plusieurs problèmes subsistent : instabilité de la structure organisationnelle à la suite des réformes successives depuis 2008 ; régionalisation du commandement militaire (par district militaire) ; statut et perspectives incertaines pour les forces aériennes et spatiales récemment créées ; absence d'expérience au combat « moderne » face à un adversaire qui oppose une résistance réelle ; manque d'armements aéroportés modernes ; faiblesse des moyens modernes de reconnaissance et de ciblage ; maintien d'un grand nombre d'équipements obsolètes avec des problèmes de maintenance ; manque de drones. Malgré les progrès illustrés en Syrie, **le niveau technique des forces aériennes russes est comparable à celui des forces américaines à l'époque de l'opération « Tempête du désert »** (*Rossiia v global'noy politike*, 16 février 2016). Cette vision critique est largement partagée dans les milieux d'experts. Si, dans la crise syrienne, la Russie a réussi à impressionner par ses nouvelles capacités militaires, ses forces armées sont en réalité loin d'être complètement modernisées. 97 % des commandes publiques en matière d'armements ont été honorées en 2015, mais **la part des équipements modernes dans l'armée russe n'est que de 47,2 %**. Pour une armée efficace et capable de résister à toute menace, la part des équipements modernes doit représenter 70 %, conformément à l'objectif du programme d'armement 2011-2020 (*Vpk.name*, 15 mars 2016).

Selon A. Arbatov, directeur du Centre de sécurité internationale de l'IMEMO, **la Russie doit cesser de multiplier les programmes de développement en matière d'armement** (il cite l'exemple du développement simultané de sept systèmes de lancement de missiles). La Russie n'a pas de mécanisme d'analyse et de sélection entre les systèmes d'armes. Les entreprises d'armement et les ministères font du « lobbying » pour leurs intérêts. Le fardeau des dépenses militaires pourrait pourtant être réduit sans préjudice pour la sécurité nationale si les bons choix étaient opérés en amont (*Economy Times*, 18 février 2016).

M. Alexandrov, du Centre d'études politiques et militaires du MGIMO, estime que **la baisse de 5 % des dépenses militaires en 2016 concernera essentiellement les programmes d'armements et affaiblira à long terme la capacité de défense de la Russie, dont l'outil militaire risque de se trouver dépassé au plan technologique**. En particulier, l'expert dénonce l'abandon du développement du système de missiles sur rails, qui offrirait pourtant une meilleure résistance face à une éventuelle première frappe américaine, ainsi que l'abandon du développement d'une nouvelle génération de sous-marins. Pour M. Alexandrov, la réduction des dépenses militaires est symptomatique de la politique économique actuelle du gouvernement : absence d'un contrôle fort exercé par l'Etat, adhésion aux dogmes du FMI, poids des « structures oligarchiques » (*Svobodnaya Pressa*, 19 février 2016).

Selon l'expert militaire K. Sivkov, **la marine russe risque d'avoir des capacités insuffisantes pour assurer pleinement la sécurité de la Russie** : son analyse du programme de construction de navires à l'horizon 2020 révèle que les besoins réels ne seront satisfaits qu'à hauteur de 40-50 % pour tous les types de bâtiments sur les flancs nord et sud. En outre, plusieurs navires ont besoin de réparation et de modernisation. Seuls les sous-marins nucléaires devraient être en nombre suffisant mais les problèmes des missiles *Boulava* peuvent remettre en cause leur efficacité (*Svobodnaya Pressa*, 26 février 2016). Il juge par ailleurs que les effectifs militaires actuels sont aussi insuffisants pour assurer la défense de la Russie : **la composition minimale des forces armées serait de 3 millions d'hommes en temps de guerre et de 1,2-1,3 million en temps de paix**. Les effectifs actuels devraient donc être augmentés de 50-70 % (*Svobodnaya Pressa*, 5 mars 2016).

Selon l'historien militaire B. Sokolov, **les Occidentaux surestiment les capacités militaires russes et la probabilité d'une agression ouverte contre les pays Baltes**.

Points clés

- Le piètre état de l'infanterie russe et la vulnérabilité de l'enclave de Kaliningrad rend le recours aux stratégies hybrides pour la déstabilisation des pays Baltes bien plus probable qu'une agression militaire ouverte.
- Malgré les succès militaires en Syrie, le sentiment de fragilité (économique, démographique, technologique, politique) est fort en Russie face aux défis à venir.
- Le rapprochement des pays neutres (Finlande et Suède) avec l'OTAN pourrait susciter une réponse « dure » de la part de Moscou.

Les bombardements en Syrie ne disent en réalité rien des capacités réelles de l'armée russe. Le *spetsnaz* est de loin le mieux préparé. Il se compose exclusivement de contractuels bien entraînés. Mais si le *spetsnaz* est efficace pour mener des actions de diversion, une attaque surprise et la prise de contrôle de sites faiblement protégés, il ne peut pas remplacer l'infanterie dans une opération militaire terrestre. Or, l'infanterie à laquelle la Russie devra inévitablement recourir en cas d'attaque contre les États Baltes compte des contractuels ainsi que des conscrits, dont le niveau de préparation est bien inférieur à celui des *spetsnaz*. En outre, **Kaliningrad représente un point vulnérable pour la Russie** : l'utilisation des missiles *Iskander* est peu probable, car le Kremlin comprend le prix d'une telle escalade pour cette région. L'OTAN sera parfaitement capable de défendre les pays Baltes par des moyens conventionnels si elle réagit immédiatement à une attaque. Le recours aux stratégies hybrides dans le but de déstabiliser ces pays est donc une meilleure option qu'une agression militaire ouverte (*Slon.ru*, 26 février 2016).

Contexte stratégique

A. Frolov, rédacteur en chef de la revue *Export Vooroujenii*, définit les principales menaces militaires de nature technologique auxquelles la Russie devra faire face à l'horizon 2030-2040 : l'acquisition par l'adversaire de technologies lui permettant de détruire l'arsenal nucléaire de la Russie en une seule frappe par le biais de munitions à guidage de précision et sans recourir à son propre arsenal nucléaire ; le développement de nouveaux types d'armes et l'incapacité éventuelle de les contrer ; la perte de la prédominance du rôle de l'arsenal nucléaire ; le manque de capacités à explorer l'espace lointain ; le développement de la nouvelle génération des cyber-armes. **Exposée à plusieurs fragilités (économiques, financières, démographiques, politiques), la Russie risque d'être dépassée par ces défis** (*Rossiya v globalnoy politike*, n°1, 2016).

F. Loukianov, rédacteur en chef de la revue *Russia in global affairs*, estime que **la résurgence de la Russie comme superpuissance est nécessaire à la restauration de l'équilibre mondial**. Vingt-cinq ans d'efforts pour bâtir un nouvel ordre mondial ont échoué ; l'exemple syrien montre que les véritables « patrons » demeurent Moscou et Washington. Les relations internationales ne redeviennent pas bipolaires pour autant ; néanmoins, un nouvel ordre mondial ne pourra émerger que lorsque sera résolue la question de la place de la Russie dans celui-ci. Les événements de 2014-2015 en Ukraine ont brisé la dynamique d'une participation de la Russie à l'architecture de sécurité européenne. L'opération en Crimée doit se lire comme une réaction à la progression constante de l'OTAN à l'Est de l'Europe ; autrement dit, l'idée d'une Europe UE/OTAN-centrée a été rejetée de la manière la plus ferme qui soit. La campagne en Syrie constitue une étape supplémentaire : la Russie a annoncé sa détermination à revenir sur la scène internationale en tant qu'acteur-clé, ce qu'illustre l'accord russo-américain sur le cessez-le-feu. F. Loukianov relativise pourtant les capacités d'influence de Moscou en soulignant l'état de l'économie russe, qui risque de peser sur sa politique étrangère (*Rossiyskaïa Gazeta*, 8 mars 2016).

Russie / Occident

Pour A. Bartosz, directeur du Centre de sécurité internationale à l'Université linguistique d'État de Moscou et membre correspondant de l'Académie des sciences militaires, seule la fermeté de la réaction russe permettra de contenir l'agression occidentale (guerre de l'information, création du « chaos contrôlé », déstabilisation des États, etc.) et contraindre Washington et Bruxelles à prendre en compte les intérêts russes. Par conséquent, **Moscou doit renforcer son outil militaire et développer l'« espace commun de défense » avec les États membres de l'OTSC** (*Nezavisimoië Voennoïe Obozrenie*, 26 février 2016).

I. Istomine, chercheur et enseignant au MGIMO, estime que le principal facteur de tensions résiderait aujourd'hui dans **le rapprochement des États neutres (la Finlande et la Suède) de l'OTAN, qui susciterait une réponse « dure » de la part de Moscou**. La Russie affiche pourtant une volonté de compromis qui devrait être prise en compte par l'Occident : ainsi, le discours de D. Medvedev à la Conférence de Munich doit être compris comme un appel au dialogue (*Russian International Affairs Council*,

- Moscou semble se préparer à un scénario de « conflit gelé » à l'Est de l'Ukraine : sans être le plus souhaitable par Moscou, il risque de s'imposer par défaut.

- Bien que marginales, des voix radicales continuent à s'exprimer à Moscou en faveur de la renaissance de l'idée de *Novorossija* (« Nouvelle Russie »), qui regrouperait plusieurs régions de l'Ukraine.

- Des experts, et notamment au sein de la « mouvance patriotique », jugent que la guerre en Syrie ne peut être gagnée et qu'il faut par conséquent préparer un scénario de retrait rapide, en choisissant le moment opportun pour en tirer les meilleurs dividendes diplomatiques et politiques.

Ukraine / Processus de Minsk

Selon *Gazeta.ru*, plusieurs indices montrent que Donetsk et Lougansk se préparent à rompre définitivement avec l'Ukraine (nationalisation des grandes entreprises, purges au sein des élites régionales). Moscou ne croit pas que Kiev respectera les accords de Minsk et se prépare à un conflit de longue durée. Selon le politologue V. Samodourov, chef de l'Agence de communication stratégique, **c'est un scénario transnistrien, celui d'un conflit gelé de longue durée, qui s'annonce comme le plus probable pour les républiques de Donetsk et de Lougansk. Loin d'être idéal pour la Russie**, ce scénario est cependant acceptable : il n'engagera ni confrontation militaire, ni dépenses financières importantes et permettra d'éviter l'escalade des tensions avec les Occidentaux (*Gazeta.ru*, 21 février 2016).

F. Loukianov considère lui aussi le scénario du conflit gelé comme la sortie la plus probable de « l'impasse de Minsk ». D'une part, l'application des accords est bloquée au niveau politique à Kiev, mais les abandonner se traduirait par un retour à la guerre. Selon lui, il faudrait se concentrer sur les aspects réalisables des accords : le volet sécuritaire, les mesures de restauration de la confiance mutuelle. **Le conflit gelé n'est pas le scénario le plus souhaitable, mais « le moins pire »** (*Gazeta.ru*, 10 mars 2016).

S. Markov, directeur de l'Institut des études politiques, estime que pour « ne pas avoir à rendre la Crimée, il faut récupérer l'Ukraine ». **La politique russe reste trop modérée vis-à-vis de l'Occident, elle doit être durcie**. Il préconise de renforcer les mesures anti-occidentales (plus d'embargos contre plus de marchandises). Il recommande aussi de cibler les régions d'Ukraine historiquement proches de la Russie en renforçant le travail d'information sur ces régions. Il faudrait lancer une chaîne russophone qui serait diffusée dans le plus grand nombre de régions ukrainiennes afin de « lutter pour les esprits des citoyens ukrainiens » (*vpk-news.ru*, 16 mars 2016).

Moyen-Orient

Selon le doyen de la faculté des relations internationales du Haut Collège d'Économie S. Karaganov, les forces armées russes se préparaient depuis plusieurs années à une intervention de type Syrie au Moyen-Orient, où la Russie est intervenue pour quatre raisons : 1) anticipation de la désintégration de plusieurs États dans la région (exceptés l'Iran et Israël) et augmentation des risques terroristes sur son propre sol ; 2) maintien d'un équilibre entre les différents acteurs régionaux, notamment les sunnites et les chiïtes ; 3) volonté de confirmer son statut de grande puissance ; 4) volonté de dépasser les blocages sur le dossier ukrainien et de changer de paradigme dans les relations avec l'Occident. **Malgré les succès militaires et diplomatiques engrangés, cette guerre ne peut pas être gagnée et le Kremlin doit rapidement se retirer** (entretien à *New Times*, 15 février 2016).

A. Malachenko, du Centre Carnegie de Moscou, estime qu'un départ éventuel d'Assad se traduirait par un refus de tout « patronage » russe par le nouveau régime, qui chercherait inévitablement à diversifier ses relations extérieures. **Ayant lié son avenir en Syrie et plus généralement au Moyen-Orient au sort d'Assad, le Kremlin a pris des risques importants et a réduit sa marge de manœuvre dans la région** (*RBK*, 26 février 2016).

M. Yousin, éditorialiste à *Kommersant*, affirme que l'annonce du retrait partiel des troupes russes de Syrie confirme le maintien d'Assad au pouvoir à moyen terme. L'intervention militaire russe a permis d'inverser l'équilibre des forces en renforçant le camp des partisans d'Assad. Cependant, Moscou n'a jamais envisagé de reconquérir tous les territoires « perdus ». L'approche maximaliste, défendue par une partie de l'entourage d'Assad, aurait pu conduire la Russie à s'enliser dans une guerre lointaine et se mettre à dos les puissances régionales (Turquie, monarchies du Golfe). En prenant l'initiative d'annoncer son retrait, Moscou peut présenter sa campagne syrienne comme une victoire. **Le principal risque pour la Russie est désormais lié à ce que feront les adversaires d'Assad après le retrait de ses forces aériennes**. L'auteur émet

Points clés

- En prenant l'initiative d'annoncer son retrait de Syrie, Moscou peut présenter cette campagne comme une victoire. Cependant, le principal risque pour la Russie est lié à la suite de l'action des adversaires d'Assad après le retrait de ses forces aériennes.
 - La Russie souhaite que la coopération russo-américaine en Syrie devienne un modèle pour la résolution d'autres conflits.
 - La région du pourtour de l'océan Pacifique joue un rôle croissant dans la structure de la coopération militaire et technologique de la Russie avec les pays tiers.
-

L'hypothèse d'une concertation russo-occidentale sur les garanties données à Assad, afin qu'il ne connaisse pas le même sort que le dirigeant afghan pro-soviétique Najibullah. Un tel scénario aurait des conséquences désastreuses pour la réputation de Moscou dans la région (*Kommersant*, 15 mars 2016).

Selon V. Frolov, politologue et éditorialiste de *slon.ru*, les objectifs réels de l'opération syrienne ont été atteints : la trajectoire de la guerre civile syrienne a été modifiée, ce qui permet de garantir le respect des intérêts russes. Le retrait des forces militaires ne sera que « symbolique » dans un premier temps. **La Russie souhaite que la coopération bilatérale russo-américaine en Syrie devienne un modèle pour la résolution d'autres conflits (Ukraine)**. Par ailleurs, l'opération russe en Syrie est un message adressé aux autocraties du Moyen-Orient ainsi qu'aux chefs d'Etat de l'espace postsoviétique : la stabilité de la transition du pouvoir peut être assurée avec l'aide de la Russie, avec ses moyens militaires et diplomatiques et grâce à sa capacité de s'entendre avec les États-Unis (*Slon.ru*, 15 mars 2016).

F. Loukianov affirme que **le retrait des troupes russes sera similaire à celui des États-Unis en Afghanistan** : la Russie conservera ses bases militaires et une partie des troupes ; le retrait restera facilement réversible par la suite. Il suppose que ce retrait constitue un message de la Russie : elle ne se substituera pas à Damas (*Gazeta.ru*, 15 mars 2016).

Russie / Asie

Selon l'ambassadeur G. Ivachentsov, la neutralité de l'Inde dans les conflits internationaux (Ukraine, Syrie), l'absence de conflits d'intérêts, la densité de la coopération militaro-technique (les forces armées indiennes sont équipées avec les armes soviétiques/russes à 60-80 %) créent une base pour le rapprochement entre les deux pays. Selon Ivachentsov, **la Russie pourrait bénéficier du vaste programme de développement des forces armées indiennes** (150 milliards de dollars) annoncé par le président Modi. Les contrats s'élèveraient à 7 milliards de dollars et comprendrait notamment la vente d'hélicoptères Ka-226T, du système de défense antiaérienne S-400 Triumph ainsi que d'un deuxième contrat de leasing pour un sous-marin nucléaire. L'énergie et le nucléaire civil sont deux autres domaines de coopération éventuelle (*Mezhdunarodnaia Zhizn*, février 2016).

Une telle coopération s'inscrit dans la tendance générale relevée par la revue *Natsionalnaya Oborona* : **la région du pourtour de l'océan Pacifique joue un rôle croissant dans la structure de la coopération militaire et technologique de la Russie avec les pays tiers**. Aujourd'hui, les pays de la région représentent 42 % des exportations militaires russes et, selon V. Brakounov, chef du département des relations extérieures de Rosoboronexport, c'est une tendance qui perdurera (*Natsionalnaya Oborona*, février 2016).

Énergie

P. Kaznatcheïev, directeur du Centre de l'économie des matières premières (Académie russe pour l'économie nationale et le service public), explique l'échec de l'accord entre la Russie et l'Arabie saoudite, le Qatar et le Venezuela (Doha, 16 février) qui devait influencer les marchés en limitant la production du pétrole. Non seulement cet accord, auquel l'Iran et l'Irak n'ont pas souscrit, n'était pas juridiquement contraignant mais les anciennes méthodes pour réguler les prix ne fonctionnent plus, la structure du marché énergétique ayant radicalement changé. **La Russie devrait réorganiser son secteur énergétique en renonçant aux monopoles publics dans le secteur au profit des compagnies privées** (*Slon.ru*, 19 février 2016).

*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère de la Défense.
